

[Voir plus d'articles](#) ▼

riches, c'est eux qui fixent l'agenda politique »



Rainer Zitelmann

Publié le 29 août 2024

Rainer Zitelmann, historien, sociologue et contributeur régulier pour Contrepoints propose une série de 8 articles autour de son livre *In Defense of Capitalism* qui vise à désarmer certains préjugés des pourfendeurs du capitalisme.

L'intellectuel américain **Noam Chomsky**, l'un des critiques les plus populaires du capitalisme, écrit :

« La véritable concentration du pouvoir se trouve dans une fraction de 1 % de la population. Ils obtiennent exactement ce qu'ils veulent, parce qu'ils dirigent pratiquement tout ».

Selon une enquête internationale que j'ai commandée à Ipsos MORI dans 34 pays pour mon livre *In Defense of Capitalism*, les citoyens de la plupart des pays pensent que les riches détiennent tout le pouvoir dans le cadre du capitalisme.

Je voudrais contrer cette perception dominante en avançant trois thèses :

1. Les riches exercent une influence politique, mais ils sont loin d'être aussi puissants que les médias, les films hollywoodiens et certains universitaires au parti pris anticapitaliste voudraient nous le faire croire.

2. Le fait que les riches contribuent à façonner l'agenda politique, par exemple par le biais du lobbying, est non seulement légitime dans une démocratie pluraliste, mais également important. Et il n'est pas rare que les lois qui sont dans l'intérêt des riches profitent également aux membres les plus faibles de la société (par exemple, les réductions d'impôts et la déréglementation).

3. Quiconque croit que les riches lobbyistes, dans la poursuite de leurs intérêts particuliers, exercent trop d'influence sur la politique doit certainement préconiser moins et non pas plus de gouvernement, c'est-à-dire davantage de capitalisme. Après tout, plus l'État intervient dans l'économie (par le biais de subventions et d'une réglementation excessive), plus les lobbyistes peuvent exercer d'influence.

Les États-Unis sont généralement considérés comme le pays où les riches exercent une influence particulièrement forte sur les développements politiques. Mais si l'argent seul achetait le pouvoir politique, Donald Trump n'aurait jamais remporté la candidature républicaine aux élections présidentielles américaines de 2016. Cet honneur serait plus probablement revenu à **Jeb Bush**, qui a été en mesure de collecter beaucoup plus de dons politiques.

Même Benjamin I. Page et Martin Gilens, politologues et deux des plus éminents défenseurs de l'idée que la politique américaine est dirigée par les riches, le concèdent :

« La plupart des contributeurs à gros budget – et la plupart des penseurs et titulaires de postes républicains – ont soutenu d'autres candidats [...] Les positions de Trump allaient directement à l'encontre des opinions des riches donateurs et des riches Américains en général ».

En outre, si l'argent déterminait les résultats politiques, Trump n'aurait pas remporté l'élection de 2016. Hilary Clinton, le Parti démocrate et les super PAC qui l'ont soutenue ont collecté plus de 1,2 milliard de dollars pour l'ensemble du cycle, selon la Commission électorale fédérale. Trump et ses alliés ont collecté environ 600 millions de dollars.

Et si l'argent seul pouvait acheter le pouvoir politique, Joe Biden ne serait pas non plus devenu président. La Maison Blanche serait peut-être revenue au riche entrepreneur **Michael Bloomberg**, qui, au moment de sa campagne pour la candidature démocrate,

était le huitième homme le plus riche du monde, avec une valeur de 61,9 milliards de dollars selon *Forbes*. Selon toute vraisemblance, Bloomberg a dépensé plus de son propre argent (et plus rapidement) pour sa campagne électorale que n'importe quel autre candidat dans l'histoire, à savoir un milliard de dollars en un peu plus de trois mois. ^

Le politologue américain Larry M. Bartels a examiné l'effet estimé de l'inégalité des dépenses de campagne lors de 16 élections présidentielles américaines entre 1952 et 2012. Dans deux élections seulement, celle de Richard Nixon en 1968 et celle de George W. Bush en 2000, Bartels conclut que les candidats républicains ont remporté des élections serrées qu'ils auraient très probablement perdues s'ils n'avaient pas été en mesure de dépenser plus que leurs adversaires démocrates.

Mais qu'en est-il de l'argument selon lequel la plupart des membres du Congrès des États-Unis sont eux-mêmes très riches ? À ce sujet, Martin Gilens, qui critique généralement l'influence des riches sur la politique américaine, admet qu'il n'existe aucune preuve d'un lien entre leur richesse et les décisions politiques prises par les membres du Congrès ou de la Chambre des représentants.

De nombreuses personnes associent le « capitalisme » à la « corruption ». Mais l'idée que la corruption est particulièrement répandue dans les pays capitalistes est tout simplement erronée, comme le confirme une comparaison entre **l'indice de perception de la corruption (IPC)** de Transparency International et l'indice de liberté économique. Les pays où la corruption est la plus faible sont les mêmes que ceux où la liberté économique est la plus grande.

Plus les gouvernements interviennent dans la vie économique, plus les possibilités de corruption des fonctionnaires sont nombreuses. Quiconque souhaite limiter l'influence contraire à l'éthique, voire criminelle, des citoyens fortunés sur la politique devrait donc préconiser moins d'État, et non plus.

Contrepoints
